

Samir AMIN

ASPIRATIONS ET RESISTANCES DE LA PAYSANNERIE CHINOISE CONTEMPORAIRE

1. Le défi chinois

- Les agricultures paysannes rassemblent près de la moitié de l'humanité – trois milliards d'êtres humains – et la Chine représente à elle seule plus d'un quart de cette paysannerie mondiale (800 millions de paysans).

Cette masse – relativement la plus homogène et la plus dense parmi toutes les paysanneries connues dans l'histoire et encore présentes – est le produit d'une longue histoire.

La Chine paysanne se constitue à travers un processus d'expansion géographique continue jusqu'au milieu du XVIIIe siècle, intégrant progressivement les régions au Sud du Yang Tse dans le modèle social, culturel et politique inventé deux mille ans plus tôt dans le bassin du Hoang He. Au milieu du XVIIIe siècle elle avait atteint son expansion maximale et son équilibre optimal avec 130 millions d'habitants et une superficie cultivée de trois mous par habitant. Depuis la situation n'avait cessé de se dégrader. Cent ans plus tard la Chine avait déjà 400 millions d'habitants, la même superficie cultivée et toujours le même âge technologique. Un siècle de luttes paysannes, de guerres civiles et de désintégration a suivi, sans qu'aucun système, ni celui de l'Empire centralisé, ni celui du morcellement féodal, ni celui de la bourgeoisie nationale ne soit parvenu à rétablir l'équilibre social. En 1949 la Chine était dans l'état des pays sous développés les plus misérables.

En trente ans le pouvoir communiste était parvenu à rétablir un équilibre social grâce à l'augmentation exceptionnelle de la production vivrière (accusant des taux de croissance annuels moyens de l'ordre de 3 à 3,5 % - les meilleurs de tout le tiers monde) soutenue par une industrie devenue capable de lui fournir les inputs nécessaires. Il reste que la croissance démographique (2 % l'an) a effacé une bonne partie de ces résultats. Le défi, renouvelé, n'a pas encore été définitivement surmonté.

- La population de Chine s'élevait en 2000 à 1 200 millions d'habitants dont deux tiers de ruraux (800 millions). Une projection simple à l'horizon 2020 (vingt ans) démontre qu'il serait illusoire, voire dangereux, de croire que l'urbanisation pourra réduire sensiblement le nombre des ruraux, même si elle parvient à en abaisser la proportion.

Une croissance démographique de l'ordre de 1,2 % par an portera la population de la Chine en 2020 à 1 520 millions. Par ailleurs admettons que la Chine parvienne à soutenir une belle croissance de ses industries et des services modernes localisés dans les zones urbaines, au taux de 5 % l'an. Pour y parvenir la modernisation et les exigences de compétitivité imposeront certainement que cette croissance ne soit pas produite exclusivement par un mode d'accumulation extensif (les « mêmes industries et services » qu'à l'heure actuelle, mais en plus grand nombre), mais par un mode partiellement intensif, associé à une forte amélioration

de la productivité du travail (à un taux de l'ordre de 2 % l'an). La croissance de l'offre d'emplois urbains serait alors de 3 % l'an, portant le chiffre de la population absorbable en zone urbaine à 720 millions. Ce dernier chiffre inclurait le même volume de population urbaine actuellement réduite soit au chômage, soit à des emplois précaires et informels (et ce volume n'est pas négligeable). Néanmoins leur proportion serait alors fortement réduite (et ce serait déjà un beau résultat).

Une simple soustraction montre alors que 800 millions de Chinois – le même nombre qu'aujourd'hui mais dans une proportion réduite de 67 % à 53 % de la population totale – devraient demeurer ruraux. S'ils sont condamnés à émigrer en ville, parce qu'ils n'ont pas accès à la terre, ils ne pourront qu'y grossir une population marginalisée de bidonvilles, comme c'est le cas depuis longtemps dans le tiers monde capitaliste. Une projection à plus long terme – quarante ans – conforterait cette conclusion .

- Ce défi n'est en aucune manière spécifique à la Chine. Il est celui auquel sont confrontées toutes les sociétés du tiers monde.

Mais il se pose en Chine dans des termes singulièrement plus dramatiques : la Chine est un pays pauvre, contraint de nourrir 22 % de la population du globe alors qu'elle ne dispose que de 6 % des terres arables. Seuls le Viet Nam, le Bengla Desh, l'Egypte, Java et quelques régions de l'Inde (mais ni l'Indonésie ni l'Inde dans leur ensemble) sont confrontés à un défi comparable. La superficie cultivée par habitant rural est de 0,25 ha en Chine contre 27,25 aux Etats Unis, 2,48 en France, 0,64 au Brésil et 0,43 en Inde. L'écart en termes de potentiel de terres arables et encore plus marqué.

2. Les réponses successives du pouvoir au défi

- Depuis le milieu du XIXe siècle, les classes dirigeantes de la Chine moderne ont développé une conscience aiguë de ce défi. En fait un double défi : accroître la production vivrière non seulement pour nourrir (sans famines permanentes) tous les paysans, mais également pour soutenir une urbanisation/industrialisation/modernisation nécessaire. A la fois pour permettre la croissance agricole elle même et pour assurer l'indépendance politique et militaire de la Chine.

Quatre « modèles » ont été successivement mis en œuvre dans cette perspective :

- (i) de 1850 à 1920 dans le cadre de l'Empire « féodal » centralisé ;
- (ii) de 1920 à 1940 dans celui du projet républicain national bourgeois du Kuo Min Tang (qualifié de « démocratie ancienne » dans les textes du communisme chinois) ;
- (iii) de 1950 à 1980 dans celui du projet maoïste de la « nouvelle démocratie » ;
- (iv) depuis 1980 dans le cadre – indécis et contradictoire – des orientations nouvelles dites du « socialisme de marché ».

Par la force des choses les mouvements paysans se sont déterminés à partir des conséquences que les « modèles » mis en œuvre ont entraîné pour la paysannerie dans son ensemble et pour chacune des différentes classes dont elle est constituée. Les luttes qu'elles ont menées se sont cristallisées autour d'objectifs pour l'essentiel défensifs (« s'ajuster avec astuce », « résister sans le proclamer »), parvenant parfois à faire reculer les projets des classes dirigeantes. Mais elles ont également, par delà ces stratégies de défense, amorcé l'expression d'objectifs

alternatifs propres, fussent-ils partiels. Par ailleurs, les forces politiques et sociales dominantes au pouvoir sont parfois parvenues à canaliser ces mouvements de « réponse » des classes paysannes ; elles ont aussi souvent échoué à le faire. Dans tous les cas, le pouvoir a employé tous les moyens à sa disposition pour empêcher l'unification du mouvement paysan à l'échelle nationale. Demeuré de ce fait fragmenté ce mouvement n'a pas acquis la capacité de se poser en interlocuteur – acteur participant sur pied d'égalité avec les autres composantes de la société (la bourgeoisie, les classes populaires urbaines, le pouvoir) à la définition des stratégies globales de développement du pays. En les contraignant à ne « s'occuper que de leurs affaires propres » le pouvoir est parvenu à empêcher les mouvements paysans de prendre la mesure exacte de l'interdépendance entre les aspirations des paysans qu'ils expriment et les exigences de l'urbanisation/industrialisation/modernisation, qu'ils ignorent.

- Les deux premiers « modèles » (surtout le second, celui de la République) s'inspiraient d'une « théorie » extraite de l'histoire européenne et proposée dans la pensée occidentale dominante comme « universelle ».

Le modèle proposé était fondé sur : (i) l'affirmation de formes « occidentales » de la pleine propriété privée du sol soumis au statut normal de la marchandise (le sol peut être vendu et acheté librement) ; (ii) l'intégration de l'agriculture dans les circuits marchands, (les productions agricoles étant elles mêmes traitées comme des marchandises) ; (iii) le soutien à la modernisation de ces productions marchandes par la création de réseaux d'établissements de crédit appropriés, voire de politiques de soutien de l'Etat (subventions, protections etc.)

Les plus radicaux des promoteurs des politiques inspirées par cette théorie n'ont pas hésité à proclamer que la forme de propriété paysanne exigée par la modernisation impliquait d'abord une réforme agraire hardie redistribuant une bonne partie des « grandes » propriétés des « land lords » (qualifiés de « féodaux »).

Le modèle, selon eux, avait bien « résolu » la question agraire en Europe. Il fallait donc l'imiter. Cet argument des défenseurs du capitalisme est que la question agraire en Europe a bien trouvé sa solution par l'exode rural. Pourquoi les pays du Sud ne reproduiraient-ils pas, avec un ou deux siècles de retard, un modèle de transformation analogue ? On oublie ici que les industries et les services urbains du XIXe siècle européen exigeaient une main d'œuvre abondante et que l'excédant de celle-ci a pu émigrer en masse vers les Amériques. Le tiers monde contemporain n'a pas cette possibilité et s'il veut être compétitif comme on lui ordonne de l'être il doit d'emblée recourir aux technologies modernes qui exigent peu de main d'œuvre. La polarisation produite par l'expansion mondiale du capital interdit au Sud de reproduire avec retard le modèle du Nord.

Cet argument – à savoir que le développement du capitalisme a bien résolu la question agraire dans les centres du système – a toujours exercé une attraction puissante, y compris dans le marxisme historique. En témoigne l'ouvrage célèbre de Kautsky (« la question agraire »), antérieur à la première guerre mondiale et bible de la social-démocratie dans ce domaine. Ce point de vue a été hérité par le léninisme et mis en œuvre – avec les résultats douteux qu'on connaît – à travers les politiques de « modernisation » de l'agriculture collectivisée de l'époque stalinienne. En fait le capitalisme, parce qu'il est indissociable de l'impérialisme, s'il a bien « résolu » (à sa manière) la question agraire dans les centres du système, a créé une nouvelle question agraire dans ses périphéries d'une ampleur gigantesque et qu'il est incapable de résoudre (sauf à détruire par le génocide la moitié de l'humanité). Dans le camp du marxisme historique seul le maoïsme avait saisi l'ampleur du défi. Et c'est pourquoi ceux

des critiques du maoïsme qui voient en lui une « déviation paysanne » témoignent par cette affirmation même qu'ils n'ont pas l'équipement nécessaire pour comprendre ce qu'est le capitalisme réellement existant (toujours impérialiste), parce qu'ils se contentent de lui substituer un discours abstrait sur le mode de production capitaliste en général.

En tout cas la mise en œuvre de ces « modèles » dans les conditions de la Chine s'est soldée par une polarisation sociale grandissante à l'intérieur des sociétés rurales du pays.

L'affirmation de formes modernes de la propriété a bénéficié d'abord aux landlords eux mêmes – principaux propriétaires des meilleurs sols – qui de surcroît exerçaient en Chine les fonctions complémentaires de prêteurs-usuriers et de collecteurs – marchands. Elle a également bénéficié à des couches nouvelles de paysans riches capables de payer des rentes foncières chères (du fait de la rareté de sols). Une couche de paysans moyens a pu « s'en sortir », c'est à dire se maintenir. Mais la grande masse des tenanciers, incapables de payer les rentes requises d'eux, s'est appauvrie. Des dizaines (voire centaines) de millions de paysans pauvres (dont une proportion s'est trouvée contrainte d'émigrer vers les villes sans trouver à s'y intégrer dans des emplois stables quelconques) ont été « fabriqués » par cette option.

Le résultat a été un aiguïsement de la violence de la lutte des classes dans les villages chinois, que le parti communiste a su alors mobiliser pour conduire avec succès sa révolution. On observera ici que la force politique qui est parvenue à ce résultat était extérieure au mouvement paysan « spontané ». Mais elle y est parvenue avec succès, ouvrant ainsi la voie au troisième « modèle » mis en œuvre par le maoïsme de 1950 à 1980.

- Le modèle maoïste s'est lui également inspiré d'une autre théorie, d'origine « étrangère » - c'est à dire développée à partir d'autres défis, dans d'autres conditions historiques. Il s'agissait du marxisme, devenu marxisme-léniniste, inspirant le modèle soviétique de collectivisation, lui-même modulé par la « pensée-mao-ze-dong ».

On parlait de Kautsky : il faut accélérer la modernisation, dégager un excédent de travailleurs appelés à l'exode rural pour urbaniser à la hauteur des besoins, transférer une partie du surplus agricole produit par cette modernisation au bénéfice de l'accumulation industrielle. Pour le faire le socialisme, entendu comme la substitution de l'Etat aux propriétaires privés du sol, permettrait de le faire mieux que le capitalisme. La grande exploitation agricole (fut-elle sous la forme juridique de la coopérative), équipée, mécanisée, était d'emblée considérée comme plus efficace (en termes de productivité à l'hectare et productivité du travail) que la petite propriété paysanne, comme il en est dans l'industrie. Par ailleurs les échanges agriculture/industrie, désormais « planifiés » pourraient ainsi échapper aux lois de la valeur telles qu'elles s'expriment sur des marchés « libres ».

La mise en œuvre de ce modèle a procédé par étapes : (i) une réforme agraire radicale assurant la propriété paysanne sur un pied de totale égalité entre les familles composantes du village ; (ii) puis la collectivisation (elle-même par étapes, culminant dans les Communes). La première phase a été soutenue avec enthousiasme par l'écrasante majorité (les paysans pauvres), acceptée par les paysans moyens (qui n'y ont rien perdu). La seconde l'a été dans son premier temps mais, les résultats qu'elle pouvait donner s'épuisant, a créé une atmosphère nouvelle, caractérisée par « l'ajustement et la résistance passive ».

Résultats certainement positifs de ce modèle, mesurables en termes de croissance agricole et globale, meilleure en Chine que partout ailleurs dans le tiers monde, de surcroît infiniment

moins inégale : 6,2 % de croissance annuelle du PIB ; 3,4 % pour l'agriculture (soit une fois demie mieux que pour tout le reste du tiers monde) ; courbe de Lorenz incomparablement meilleure qu'ailleurs en Asie.

Mais limites atteintes en l'espace d'une vingtaine d'années de succès : l'intensification du travail atteignant le plafond du possible (200 à 270 journées de travail par travailleur et par an contre 160 avant la collectivisation) ; les inégalités d'un village et d'une province aux autres (du fait que la même réforme radicale opérait dans des situations très inégalement réparties du point de vue du potentiel collectif de l'unité affectée) ; inégalités villes/campagnes oscillantes et mal maîtrisées par la planification non marchande.

- Les intellectuels chinois critiques ont tiré les leçons de leur histoire.

« Les théories occidentales ne sont pas valables pour la Chine » disent-ils. Entendant par là que les deux théories inspirées l'une par l'histoire du capitalisme européen et l'autre par la construction soviétique ne permettent pas de relever le défi chinois. L'expansion ne doit pas être comprise comme une formulation « anti-universaliste » de la « spécificité culturelle », mais seulement comme attirant l'attention sur l'erreur que représentent les généralisations hâtives et non fondées proposées à partir de conjonctures singulières. Sun Yat Sen et Mao Ze Dong l'avaient déjà dit, à leur manière.

Dans le débat sur « le mode de production asiatique », Mao rejetait l'idée que le capitalisme constituait une étape nécessaire, préalable au socialisme (contrairement à ce qu'une fraction de la direction actuelle du Parti Communiste affirme). Il estimait même que l'option de la voie capitaliste ne permettrait rien d'autre que de perpétuer l'état de sous-développement et de dépendance de la Chine. C'est pourquoi il substitua à la formule ancienne de la « révolution démocratique » (bourgeoise) celle de la « nouvelle démocratie ».

Mais au demeurant cette conclusion n'est pas justifiée pour le seul cas chinois. Elle est largement valable pour tout le Sud contemporain.

Le « modèle capitaliste » n'est pas exportable. Il ne peut être reproduit dans les périphéries du système, parce qu'il ne peut pas y produire des effets identiques à ceux qu'il a produit dans ses centres.

L'agriculture capitaliste, commandée par le principe de la rentabilité du capital, localisée presque exclusivement en Amérique du nord, en Europe, dans le cône sud de l'Amérique latine et en Australie, n'emploie guère que quelques dizaines de millions d'agriculteurs qui ne sont plus véritablement des « paysans ». Mais leur productivité, fonction de la motorisation (dont ils ont presque l'exclusivité à l'échelle mondiale) et de la superficie dont chacun dispose, évolue entre 10 000 et 20 000 quintaux d'équivalent-céréales par travailleur et par an.

Les agricultures paysannes se partagent entre celles qui ont bénéficié de la révolution verte (engrais, pesticides et semences sélectionnées), néanmoins fort peu motorisées, dont la production évolue entre 100 et 500 quintaux par travailleur et celles qui se situent avant cette révolution, dont la production évolue autour de 10 quintaux seulement par actif.

Une vingtaine de millions de fermes modernes supplémentaires, si on leur donne l'accès aux superficies importantes de terres qui leur seraient nécessaires (en les enlevant aux économies

paysannes et en choisissant sans doute les meilleurs sols) et s'ils ont accès aux marchés de capitaux leur permettant de s'équiper, pourraient produire l'essentiel de ce que les consommateurs urbains solvables achètent encore à la production paysanne. Mais que deviendraient les milliards de ces producteurs paysans non compétitifs ? Ils seront inexorablement éliminés dans le temps historique bref de quelques dizaines d'années. Que vont devenir ces milliards d'êtres humains, déjà pour la plupart pauvres parmi les pauvres, mais qui se nourrissent eux mêmes, tant bien que mal, et plutôt mal pour le tiers d'entre eux (les trois quarts des sous-alimentés du monde sont des ruraux) ? A l'horizon de cinquante ans aucun développement industriel plus ou moins compétitif, même dans l'hypothèse fantaisiste d'une croissance continue de 7 % l'an pour les trois quarts de l'humanité, ne pourrait absorber fut-ce le tiers de cette réserve. C'est dire que le capitalisme est par nature incapable de résoudre la question paysanne et que les seules perspectives qu'il offre sont celles d'une planète bidonvillée, et de cinq milliards d'êtres humains « en trop ».

Alors que faire ?

Il faut accepter le maintien d'une agriculture paysanne pour tout l'avenir visible du XXI^e siècle. Non pour des raisons de nostalgie romantique du passé, mais tout simplement parce que la solution du problème passe par le dépassement des logiques du capitalisme, s'inscrivant dans la longue transition séculaire au socialisme mondial. Il faut donc imaginer des politiques de régulation des rapports entre le « marché » et l'agriculture paysanne. Aux niveaux nationaux et régionaux ces régulations, singulières et adaptées aux conditions locales, doivent protéger la production nationale, assurant ainsi l'indispensable sécurité alimentaire des nations et neutralisant l'arme alimentaire de l'impérialisme - autrement dit déconnecter les prix internes de ceux du marché dit mondial - ,comme elles doivent - à travers une progression de la productivité dans l'agriculture paysanne, sans doute lente mais continue - permettre la maîtrise du transfert de population des campagnes vers les villes. Bien entendu l'articulation développement des agricultures paysannes / industrialisation moderne peut et doit également s'inscrire dans la perspective inventive d'un imaginaire social libéré du modèle du gaspillage propre au capitalisme central, qu'on aurait du mal à penser généralisé à une dizaine de milliards d'êtres humains.

La « question agraire », loin d'avoir trouvé sa solution, est plus que jamais au cœur des défis majeurs auxquels « l'humanité sera confrontée au XXI^e siècle. Les réponses qui seront données à cette question façonneront d'une manière décisive le cours de l'histoire.

3. Le défi chinois aujourd'hui : aspirations des mouvements paysans et exigences du développement

- Il y a au départ un droit acquis auquel les paysans chinois tiennent qu'ils défendent et qu'on sait qu'ils défendront avec encore plus de force si le pouvoir venait à le remettre en cause brutalement. Ce qui est acquis c'est le droit égal pour tous à l'accès à l'usage de la terre, obtenu par une réforme agraire radicale que les paysans chinois ont soutenu activement.

La décollectivisation entreprise par Deng Xiao Ping n'a pas remis en cause ce droit, mais au contraire l'a réaffirmé dans toute sa plénitude et, pour cette raison, a été bien reçue. D'autant que les formes de gestion des collectifs, autoritaires et rigides, avaient fini par « fatiguer » et perdaient leur légitimité dès lors qu'elles avaient donné tout ce qu'elles pouvaient et bloquaient la poursuite de l'amélioration des niveaux de vie.

Ce qui est acquis c'est donc un attachement commun puissant à « l'égalité ». Cet attachement ne faiblit pas, mais au contraire se renforce au fur et à mesure du développement des rapports de marché substitués à la planification des collectifs. Car la pénétration de ces rapports engendre fatalement l'inégalité, dont les paysans refusent le principe. Presque tous les mouvements collectifs qui remuent les campagnes chinoises, observées de près par les intellectuels chinois radicaux, sont motivés par cette défense de l'égalité menacée. Et dans la mesure où les cadres bureaucratisés ont, de leur côté, renoncé au principe, les mouvements paysans s'émancipent de leur soumission au Parti Communiste qui perd l'auréole de défenseur des paysans qui lui avait valu son immense popularité.

Le pouvoir, si tenté soit-il par la voie capitaliste, a été contraint jusqu'ici à respecter ce droit acquis. La décollectivisation a été accompagnée par Deng de l'octroi « garanti pour quinze ans » de l'usage des parcelles redistribuées sur la base de la plus stricte égalité. Et plus tard le pouvoir a prolongé de « trente ans » ce droit. Mais il s'est gardé de le déclarer « immuable ».

Cet attachement à un acquis révolutionnaire n'est sans doute pas spécifique au cas de la Chine. En France la Restauration n'a pas pu – en dépit de sa forte envie de le faire – remettre en question les redistributions de la propriété opérée par la Révolution. On ne sait pas encore bien comment les paysans de l'ex Union Soviétique réagiront aux transformations confuses en cours (l'étude parallèle à celle-ci concernant la Russie nous renseignera peut être sur cette question).

La décollectivisation ouvrait un chapitre nouveau pour l'économie paysanne chinoise. Très rapidement – en l'espace de quelques années – les paysans chinois dans leur immense majorité (observations constatées) ont pris conscience que la petite exploitation familiale n'était pas outillée pour répondre à leur aspiration – vivre mieux (et pour cela produire plus). Ils se sont orientés alors, par eux mêmes, dans la direction de la reconstruction de formes coopératives. Mais, à la différence du mouvement de collectivisation précédant, celui-ci part d'en bas ; l'initiative ne vient ni du parti, ni de l'Etat, mais des paysans eux mêmes. Les formes de ces nouvelles coopératives méritent donc d'être observées de près.

- Les premières coopératives nouvelles apparaissent dès 1984, quelques années à peine après la décollectivisation.

La dissolution des Communes posait en effet un problème sérieux : la terre pouvait être redistribuée, mais que faire des équipements collectifs ? Des collectifs paysans ici et là ont d'abord inventé par eux mêmes la réponse : associer la propriété privée des parcelles à la gestion d'une coopérative propriétaire des biens collectifs. L'Etat s'est rallié à cette innovation en 1986-1987 et a invité la nouvelle Banque Agricole à soutenir ces coopératives pour permettre l'accélération de la modernisation. Cela a permis une large diffusion de la formule, sans que celle-ci néanmoins ne se soit généralisée à tous les villages du pays, loin de là (observations concrètes des enquêteurs chinois).

Cette formule n'excluait pas la mise en œuvre, en parallèle, d'une autre formule : celle de l'ouverture du monde rural à l'intervention d'institutions financières publiques, semi ou para publiques (les fonds provinciaux de modernisation rurale), voire privées (tolérées, puis reconnues légalement). Cette seconde formule a été bien accueillie dans les régions les mieux placées (à proximité des grandes villes) pour trouver des débouchés intéressants à leurs productions riches en expansion (légumes, fruits, viandes). Les paysans de ces régions pouvaient en payer le prix, relativement fort. Pas les autres.

L'observation fouillée de l'évolution de toutes ces formes de coopératives et de pénétration financière permet de dresser un tableau nuancé de leurs résultats. La gestion de l'épargne paysanne collective (placée dans les coopératives « par actions »), et sa canalisation (comme celle des moyens fournis par les autres institutions financières) en direction de l'investissement agricole n'ont pas trouvé des formules stabilisées satisfaisantes. On observe qu'une bonne part de cette épargne est au contraire orientée vers des placements dans des activités non agricoles. C'est défendable lorsque celles-ci concernent des « petites industries » localisées à la campagne, dont la main d'œuvre est fournie par les paysans eux-mêmes. Cela l'est moins ou pas du tout, dans d'autres cas.

Ce qu'on observe, c'est que les mouvements paysans ont donné une grande ampleur à l'expansion des formes coopératives nouvelles, en particulier au cours des années 1992 à 1995. Mais dans un « grand désordre » paraît-il. C'est du moins ce qu'en a dit le pouvoir qui s'est fixé l'objectif à partir de 1999 de « dissoudre » les coopératives en question, pour ne laisser la place qu'à des formes « capitalistes classiques » de crédit agricole. Mais ; selon les observateurs de terrain, les coopératives résistent, s'adaptent avec astuce à la succession des textes qui sont censés réguler leurs activités ... Batailles en cours ...

- La question des coopératives nouvelles ne peut être analysée en l'isolant de l'autre dimension du défi chinois : le financement de la modernisation/industrialisation urbaine.

Le pouvoir, dans ses formules nouvelles, imaginait laisser aux mécanismes du marché et aux politiques de finances publiques (fiscalité et subventions) le soin de donner sa solution au problème, comme il en est dans le capitalisme classique. En termes très globaux les résultats ne paraissent pas minces : en 1950, 400 millions de paysans nourrissaient 50 millions d'urbains, en 1980, ils étaient respectivement 800 millions et 200 millions et aujourd'hui 800 millions et 400 millions. Du Runsheng, spécialiste respecté des questions paysannes, s'en félicite. Il reste que le système de l'articulation villes/campagnes est loin d'être parvenu à des formules définitives : les systèmes de fiscalité et de subventions demeurent désordonnés et révisés au coup par coup sans que ne se dégage le principe de leur stabilisation efficace, les marchés de produits vivriers fluctuants à l'extrême.

Notre propos n'est pas ici d'approfondir le débat sur ces questions. Nous constatons seulement que, pour les raisons évoquées plus haut, le mouvement paysan demeure écarté du débat sur ces questions. Ce n'est que s'il était autorisé à s'organiser au niveau national qu'il pourrait alors prendre la mesure des exigences du développement global et intervenir dans la formulation de leurs solutions. Le pouvoir ne le lui permet pas.

- Le débat idéologique sur les perspectives de la réforme du système (le « socialisme de marché ») n'est pas moins important que les leçons qu'on peut tirer de l'observation des mouvements à travers lesquels s'expriment les aspirations des paysans.

Ce débat est fortement polarisé.

A un pôle les « libéraux » intoxiqués, comme partout dans le monde, par le « virus libéral » inoculé par la propagande para scientifique de l'économie « pure » des universités américaines où sont recyclés beaucoup de cadres chinois. Le contenu de leur discours est connu d'avance : la question de l'accès au sol est réduite au principe de l'établissement de formes stables et définitives de la propriété privée au sens plein et vulgaire du terme (le « sol

marchandise »). Les partisans chinois de cette voie tournent carrément le dos aux leçons de leur propre histoire qui pourtant démentent les conclusions de la rhétorique creuse du discours de l'institutionnalisme américain.

A l'autre pôle les « radicaux ». Tâche facile pour eux : démontrer que la voie libérale conduit à ce qu'ils qualifient à juste titre « d'impasse de l'Amérique latine ». Entendant par là que si la Chine est un pays pauvre où l'on ne voit que peu de (très) pauvres, dans l'Amérique latine opulente (avec un potentiel de terres arables gigantesque) on ne voit que des pauvres. Tel est le capitalisme réellement existant, le seul possible.

Tâche plus difficile : rénover la doctrine de la « nouvelle démocratie » pour en renforcer la capacité à soutenir un progrès à la fois économique et social.

La Chine dispose dans ce domaine d'un atout majeur – l'héritage de sa révolution – qui lui permettrait de produire l'un des « modèles » possibles de ce qu'il faut faire. L'accès égal de tous à la terre est en effet un droit fondamental, reconnu jusqu'à ce jour en Chine (et au Viet Nam). L'illusion suprême serait qu'en y renonçant, c'est à dire en attribuant à la terre le statut de marchandise comme le suggèrent tous les propagandistes du capitalisme en Chine et ailleurs, on pourrait « accélérer la modernisation ».

La modernisation de l'agriculture est bien l'une des quatre modernisations formulées par Zhou Ehlai. Qu'elle s'impose ne signifie nullement que la croissance nécessaire de la production agricole exige qu'on abandonne le droit à la terre de tous au bénéfice de quelques uns. Cette voie donnerait certainement une belle croissance de la production de quelques uns, mais au prix de la stagnation de beaucoup. La moyenne que représenterait cette croissance pour l'ensemble de la paysannerie restée sur place ou émigrée dans les bidonvilles risquerait fort d'être finalement médiocre à long terme. La comparaison Chine-Inde le démontre.

Dans la longue transition au socialisme, différentes formes de propriété collective doivent être créées, maintenues et renforcées au cours de tout le processus d'avancée sociale. Ces formes peuvent, et doivent même, être multiples : relever de l'Etat, des collectivités régionales, de collectifs de travailleurs ou de citoyens. Mais pour qu'elles puissent opérer avec toutes les responsabilités que le respect de l'échange marchand exige il leur faut être conçues comme des formes de propriété authentique (fusse-t-elle non privée), non comme des expressions de pouvoirs mal définis. N'acceptons pas, à ce propos, la simplification à la mode – inventée par Von Mises et Von Hayek – qui confond propriété et propriété privée. En parallèle, cette réduction/simplification commande également la confusion planification centralisée à la soviétique / socialisme. Les deux adversaires se situaient donc sur un même terrain. Par ailleurs la dominance de la propriété collective n'exclut pas la reconnaissance d'une place octroyée à la propriété privée. Non seulement de la « petite propriété » locale (artisanats, petites et moyennes entreprises, petits commerces et services), mais même peut être de la « grande entreprise », voire d'arrangements avec le grand capital transnationalisé. A condition que le cadre dans lequel ceux-ci sont autorisés à se mouvoir soit clairement défini.

Car l'exercice des responsabilités de « propriétaires » (Etat, collectivités et privés) doit être régulé. Cette seconde proposition est formulée ici dans des termes vagues qui ne peuvent être précisés qu'en tenant compte à la fois des exigences concrètes des moments successifs de la transformation et de celles de la perspective plus lointaine de l'objectif socialiste. Autrement dit il faut entendre par régulation la combinaison conflictuelle entre les exigences associées à une accumulation de caractère capitaliste (en dépit du caractère collectif de la propriété) et

celles du déploiement progressif des valeurs du socialisme (l'égalité en premier lieu, l'intégration de tous dans le processus de changement, le service public au sens le plus noble du terme).

L'intervention des mouvements initiés par la base (paysanne en l'occurrence), gérés par elle, autonomes vis à vis du pouvoir, retrouve ici ses fonctions décisives dans l'invention des alternatives. Les intellectuels chinois radicaux qui suivent de près ces mouvements en sont parfaitement conscients.

On retrouve ici la question fondamentale de la démocratie, conçue non pas comme une formule donnée une fois pour toute, qu'il n'y a plus qu'à « appliquer », mais comme un processus toujours inachevé ; ce qui conduit à lui préférer le terme de démocratisation. Celle-ci doit alors savoir combiner, dans des formulations sans cesse plus complexes et riches, les exigences incontournables de leur définition en termes de « procédures » précises (l'Etat de droit dans le langage simplifié) et en termes « substantiels », entendant par là la capacité de l'exercice de cette démocratisation à renforcer l'impact des valeurs du socialisme sur les processus de décision à tous les niveaux et dans tous les domaines.

Partir des mouvements sociaux réels, construire leur convergence et à partir de là identifier plus clairement les objectifs d'étape et les avancées possibles dans la perspective alternative au capitalisme réellement existant, la formule n'est pas moins valable pour la Chine que pour tous les autres pays du monde. On n'avancera pas dans cette direction tant que l'initiative des transformations reste monopolisée par les classes dirigeantes et que les mouvements sociaux (paysans en l'occurrence) se limitent à « résister » à celles de ces initiatives qui entrent en conflit avec leurs aspirations (ou à soutenir les autres). La démocratie nouvelle renouvelée ne peut être qu'authentiquement démocratique.

NOTE

L'information concernant les mouvements sociaux a été fournie par Wen Tiejun dans trois documents de travail (*Centenary Reflections on the Three dimension Problem of Rural China ; The Rise and Fall of Rural Cooperative Funds 1984-1999 ; Credit and Private Lending Among Peasant Households*). Wen Tiejun est président et rédacteur en chef de "China Reform".

Dans leurs analyses tant de l'histoire passée, de la phase maoïste que de la nature du défi, Samir Amin (*A propos de la Chine : le socialisme de marché, étape dans la longue transition au socialisme ou raccourci vers le capitalisme ?*), Wen Tiejun, Wang Hui, Lin Chun et quelques autres ont convergé vers des positions qui sont exprimées ici. Samir Amin, qui a assuré la rédaction finale du document, demeure néanmoins seul responsable de sa formulation.